



FÉDÉRATION NATIONALE
DES ENSEIGNANTES
ET DES ENSEIGNANTS
DU QUÉBEC

PRÉSIDENTE :
JEAN TRUELLE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL :
CAROLINE SENNEVILLE

PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE :
MARIE BLAIS

DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENTE :
MICHELINE THIBODEAU

ADRESSE :
1601, AVENUE DE LORIMIER
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2K 4M5

POUR NOUS JOINDRE :
TÉLÉPHONE : 514 598-2241
SANS FRAIS : 1 877 312-2241
TÉLÉCOPIEUR : 514 598-2190
www.fneeq.qc.ca

Montréal, le 22 mars 2010

À tous les syndicats

OBJET : LA SAISON DES MANIFS

La manifestation de samedi dernier, dans les rues de Montréal, a constitué une magnifique démonstration de force intersyndicale et un moment magique de solidarité. Il faut saluer le travail exceptionnel de mobilisation qui s'est effectué dans nos rangs, la participation importante de nos syndicats, même ceux qui ont dû, pour se joindre aux 75 000 travailleuses et travailleurs, effectuer plusieurs heures de déplacement en autobus. Merci aussi à celles et ceux qui se sont déplacés en soutien aux travailleuses et travailleurs du secteur public.

Nous avons sciemment attendu après cette démonstration du Front commun pour vous rappeler une seconde manifestation importante, celle qui aura lieu le **premier avril** dans les rues de Montréal, **contre la hausse des tarifs et contre la privatisation des services publics**. Organisée par la coalition dont la FNEEQ fait partie sur mandat du dernier congrès, cette manifestation constituera aussi une réaction au budget qui sera déposé le 30 mars à Québec.

Compte tenu de l'importance des enjeux, et de l'implication de la FNEEQ dans cette coalition, nous vous demandons par la présente un petit effort supplémentaire pour convier chaleureusement vos membres à cette manifestation. Vous trouverez ci-joint un tract que vous pouvez relayer à chacune et chacun dans votre syndicat; quelques encouragements d'une autre nature peuvent compléter, il va sans dire, cette invitation lancée aux membres. **IL S'AGIT DES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE, IL NE FAUT PAS LAISSER CHAREST LES SACCAGER!**

Finalement, nous vous informons, si vous ne l'avez pas déjà appris par les médias, que les chargés-es de cours ont rejeté à 84% les dernières offres patronales et choisi à 77% de poursuivre leur grève courageuse, et capitale en regard des attaques portées contre leurs conditions de travail. Si vous avez l'occasion de les encourager sur leurs lignes de piquetage, n'hésitez pas à le faire; ce genre de support et d'appui a un impact positif immense sur le moral des grévistes.

En toute solidarité,

Jean Truelle
Président

Caroline Senneville
Secrétaire générale

Marie Blais
1^{ère} vice-présidente

Micheline Thibodeau
2^e vice-présidente



Le gouvernement libéral de Jean Charest nous annonce qu'il faudra se serrer la ceinture pour éliminer le déficit entraîné (nous dit-on) par la crise économique. Les mesures qu'il privilégie sont les compressions budgétaires et l'augmentation des tarifs. La liste des tarifications que le gouvernement pourrait mettre en place est impressionnante: hausse des tarifs d'électricité, hausse des primes à l'assurance-médicaments, introduction d'un ticket-moderateur en santé, hausse des frais de scolarité, hausse éventuelle des frais de garderie, instauration d'une tarification de l'eau, hausse de la TVQ qui dépasserait le 1% déjà annoncé, etc.

De telles mesures vont nuire d'abord aux plus pauvres, encore majoritairement les femmes (personnes à l'aide sociale, travailleurs et travailleuses précaires et au salaire minimum, étudiants et étudiantes, personnes âgées, personnes racisées, etc.) et appauvrir la classe moyenne. Sans parler de la qualité des services publics et leur accessibilité qui risquent d'écoper.

L'accès à des services publics universels et de qualité est l'un des moyens pour assurer la réalisation des droits humains et pour agir efficacement sur les causes de la pauvreté. Les services publics ont été créés pour que toutes et tous y aient accès sur la base de leurs besoins et non de leur capacité de payer. De plus, la privatisation et la réduction des services publics, en plus de rendre plus difficile l'accès à ces services, forcent souvent les femmes à assumer elles-mêmes ces services dans la sphère domestique.

Une fiscalité plus progressive assurerait une meilleure redistribution de la richesse et permettrait à l'État d'augmenter ses revenus pour garantir de meilleurs programmes et services.

Plutôt que de gratter le fond de nos poches, le gouvernement pourrait plutôt aller chercher des milliards par:

- ★ la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal;
- ★ l'ajout d'au moins un palier d'imposition pour les particuliers à hauts revenus;
- ★ la réduction ou l'abolition de certaines exemptions fiscales qui ne profitent qu'aux riches;
- ★ la lutte contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux;
- ★ une saine gestion des finances publiques.

Les compressions, les tarifications et la privatisation ne sont pas la solution.

Pour financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux et pour lutter contre la pauvreté: REDISTRIBUONS LA RICHESSE!